

Cote du document: GC 34/L.10
Point de l'ordre du jour: 13
Date: 22 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport de situation relatif au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Note aux Gouverneurs

Responsables:

Questions techniques:

Christian Mersmann
Directeur général du Mécanisme mondial
téléphone: +39 06 5459 2129
courriel: c.mersmann@global-mechanism.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil des gouverneurs — Trente-quatrième session
Rome, 19-20 février 2011

Pour: **Information**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
I. Historique du Mécanisme mondial hébergé par le FIDA	1
II. Contenu du rapport de situation	1
III. Budget du Mécanisme mondial en 2010	1
A. Budget de base	1
B. Don du FIDA en cours: Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de l'UNCCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes	2
C. Contributions volontaires	4
IV. Activités opérationnelles du Mécanisme mondial menées en coopération avec le FIDA	5
A. Programme pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	5
B. Programme pour l'Afrique du Nord et programme de coopération Sud-Sud	5
C. Programme pour l'Asie et le Pacifique	6
D. Programme de financement en matière de changement climatique	7
E. Programme d'analyse des politiques et des investissements	7
F. Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural	8
V. Appui administratif du FIDA au Mécanisme mondial	8
A. Bureau du Conseiller juridique	8
B. Division du Contrôleur et des services financiers	8
C. Ressources humaines	9
 Annexe	
Vue d'ensemble des contributions volontaires au Mécanisme mondial pour l'exercice biennal 2010-2011	10

Sigles et acronymes

APR	Division Asie et Pacifique (FIDA)
CdP	Conférence des Parties (UNCCD)
CFS	Division du Contrôleur et des services financiers
LEG	Bureau du Conseiller juridique (FIDA)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPE	Partenariat Pauvreté-Environnement
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Rapport de situation relatif au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

I. Historique du Mécanisme mondial hébergé par le FIDA

1. Créé en application de l'article 21 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (UNCCD), le Mécanisme mondial est un organe subsidiaire de la Convention, ayant pour mandat "d'accroître l'efficacité et l'efficience des mécanismes financiers existants ... [et] ... d'encourager les actions conduisant à la mobilisation et à l'acheminement, au profit des pays en développement touchés Parties, de ressources financières importantes".
2. La Convention précise que le Mécanisme mondial doit être hébergé par une organisation dont le mandat, les objectifs et la capacité sont pour l'essentiel complémentaires des siens. En sa qualité d'institution mondiale à l'avant-garde des efforts déployés pour lutter contre la dégradation des sols et réduire la pauvreté en milieu rural dans les pays les plus touchés par la désertification, le FIDA a été choisi, en 1997, pour accueillir le Mécanisme mondial, à l'occasion d'une assemblée de ministres représentant plus de 113 pays Parties à la Convention. Depuis son entrée en fonction en octobre 1998, le Mécanisme mondial est hébergé par le FIDA.
3. Le portefeuille du FIDA et ses compétences dans le domaine du financement de projets et de programmes se sont avérés un atout considérable s'agissant de la mise en œuvre de la Convention et de l'impact du Mécanisme mondial. La collaboration importante du Fonds avec d'autres institutions financières internationales et organismes de développement a beaucoup facilité les travaux du Mécanisme mondial. De plus, le FIDA est le principal bailleur de fonds destinés aux opérations du Mécanisme mondial, sa contribution s'élevant à ce jour à quelque 8,75 millions d'USD.

II. Contenu du rapport de situation

4. Le présent rapport est axé sur la collaboration entre le FIDA et le Mécanisme mondial en 2010. Des informations plus détaillées sur les opérations du Mécanisme durant l'exercice biennal 2010-2011 figurent dans le rapport (ICCD/COP(9)/5/Add.2)¹ sur l'exécution du programme de travail biennal chiffré du Mécanisme mondial, soumis à la Conférence des Parties (CdP) à sa neuvième session en octobre 2009.

III. Budget du Mécanisme mondial en 2010

A. Budget de base

5. Le Directeur général du Mécanisme mondial est chargé de l'établissement, en consultation avec la Division du Contrôleur et des services financiers du FIDA, du programme de travail et budget annuel, y compris les effectifs proposés, programme qui est ensuite examiné et approuvé par le Président du FIDA. Une fois approuvée par le Président du FIDA, la proposition de budget est soumise au secrétariat de l'UNCCD, en vue de sa présentation à la CdP pour adoption définitive.
6. La CdP de l'UNCCD approuve le budget de base tous les deux ans. Les contributions des Parties sont versées au secrétariat de l'UNCCD et la part qui revient au

¹ <http://www.unccd.int/cop/officialdocs/cop9/pdf/5add2fre.pdf>

Mécanisme mondial est ensuite remise au FIDA. Dès réception, les crédits affectés au budget de base sont virés par le FIDA sur le compte administratif du budget de base, conformément au Bulletin n° 99/10 du Président. Les contrats du personnel du Mécanisme mondial sont alignés sur le budget biennal.

7. Le montant total que la CdP a approuvé pour 2010 pour couvrir les dépenses administratives et opérationnelles du Mécanisme mondial est de 1 793 465 EUR (équivalant à 2 573 174 USD, au taux de change appliqué par Reuters), à l'exclusion des dépenses d'appui au programme.
8. Les dépenses d'appui au programme encourues par le FIDA comprennent les frais généraux administratifs afférents à l'hébergement du Mécanisme mondial et les dépenses correspondant aux services administratifs assurés par le Fonds au Mécanisme mondial. Cet élément de dépense représente 13% des dépenses d'appui au programme pour toutes les dépenses effectives encourues, et est versé aux Nations Unies pour les services administratifs fournis au Mécanisme mondial. Ces 13% sont ventilés comme suit: 8% sont versés au FIDA pour les services administratifs assurés au Mécanisme mondial et 5% sont retenus par le secrétariat de l'UNCCD pour couvrir une partie de ses propres dépenses de fonctionnement encourues pour des services administratifs, conformément à la décision 4/COP.4². Le Mécanisme mondial a remboursé au FIDA les coûts d'appui au programme pour 2010 pour un montant total de 143 478 EUR (195 876 USD).
9. À sa neuvième session tenue à Buenos Aires (Argentine) du 21 septembre au 2 octobre 2009, la CdP a adopté le budget de base de l'UNCCD, dont la part affectée au Mécanisme mondial représente 4 094 216 EUR (environ 5 854 000 USD), y compris les dépenses d'appui au programme à hauteur de 13%.

B. Don du FIDA en cours: Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de l'UNCCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes

10. Le Mécanisme mondial mène actuellement des activités au titre de la première tranche de 1,25 million d'USD du don du FIDA (d'un montant de 2,50 millions d'USD), approuvée par le Conseil d'administration du FIDA à sa quatre-vingt-treizième session, en avril 2008³.
11. Au titre de la première phase, les opérations ont été axées sur le renforcement, l'adaptation et l'exécution du Programme de conception de stratégies intégrées de financement visant à promouvoir le renforcement des capacités et l'échange de savoirs dans le cadre de quatre ateliers sous-régionaux organisés à l'intention du Marché commun du Sud (MERCOSUR), de la région andine et de l'Asie du Sud et du Sud-Est.
12. Les mesures suivantes ont porté sur la conception de stratégies intégrées de financement⁴ dans les pays retenus pour la phase I et sur la mise au point d'activités visant à étudier les liens entre changement climatique et dégradation des sols pour mobiliser des financements complémentaires.
13. Un programme de renforcement des capacités aux fins de l'accès au financement en matière de changement climatique a été arrêté définitivement. Le Conseil d'administration du FIDA a approuvé la deuxième tranche de ce don en septembre 2009.

Amérique latine et Caraïbes

² ICCD/COP(4)/11/Add.1.

³ EB 2008/93/R.15/Rev.1.

⁴ Les stratégies intégrées de financement visent à accroître le financement et les investissements financiers à l'appui de l'agriculture, de la gestion durable des terres et de la réduction de la pauvreté en milieu rural.

14. En Équateur, le Mécanisme mondial fournit actuellement un appui technique au Ministère de l'environnement, en partenariat avec d'autres ministères et organismes tels que le Secrétariat national à la planification et au développement et le Ministère de l'intégration économique et sociale, afin d'élaborer la stratégie intégrée de financement et le cadre d'investissement intégré pour le pays. Au titre de cette stratégie, le Mécanisme soutient également la mise au point d'une stratégie visant à incorporer la gestion durable des terres dans la stratégie nationale de microfinance et appuie les mesures prises pour aider le Ministère équatorien de l'environnement à obtenir des fonds des mécanismes de financement liés au changement climatique. Les versions définitives de la stratégie intégrée de financement et de la stratégie de microfinance devraient être prêtes d'ici à la fin de l'année 2010.
15. Au Pérou, le Mécanisme mondial fournit un appui technique au Ministère de l'environnement, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), afin d'élaborer la stratégie intégrée de financement et le cadre d'investissement intégré pour le pays. Il y soutient également la mise au point de mécanismes de financement innovants pour renforcer le cadre d'investissement intégré, traitant de questions telles que le changement climatique et l'implication du secteur privé. Bien que le processus ait connu quelques retards en raison des changements institutionnels survenus au Pérou, qui ont abouti à la création du Ministère de l'environnement en 2009, les travaux progressent à présent de manière satisfaisante et une stratégie intégrée de développement en bonne et due forme devrait être prête d'ici à la fin de l'année 2010.
16. En Uruguay, le Mécanisme mondial fournit actuellement un appui technique aux ministères de l'environnement et de l'agriculture, en partenariat avec le PNUD, afin d'élaborer la stratégie intégrée de financement. Le processus a été retardé en raison des changements institutionnels consécutifs aux élections présidentielles qui ont eu lieu en 2009. Toutefois, un accord sur la manière de procéder a désormais été trouvé avec le nouveau pouvoir en place et un avant-projet de stratégie devrait être prêt d'ici à la fin de l'année 2010.
17. Au Brésil, en raison de la structure fédérale du pays, l'élaboration d'une stratégie intégrée de financement au niveau national a été jugée trop complexe et irréalisable au regard des ressources disponibles. De plus, du fait des récents changements au sein du Ministère de l'environnement (organisme relais de l'UNCCD) il a fallu nouer des liens avec le fonctionnaire nouvellement nommé. Il a été convenu que la mise au point de la stratégie serait axée sur les gouvernements, en étroite collaboration avec le Ministère de l'environnement. On procède actuellement à la sélection de l'État le plus approprié, en collaboration avec le FIDA, sur la base des opérations en cours. On a estimé souhaitable de reporter l'intervention au niveau national jusqu'à la fin des élections présidentielles brésiliennes, du fait des changements qui pourraient en résulter. Il s'ensuit que les activités au Brésil ne seront pas achevées avant le premier trimestre de 2011.

Asie

18. Le Mécanisme mondial a organisé des ateliers de renforcement des capacités et d'échange des savoirs sur la conception de stratégies intégrées de financement pour la gestion durable des terres dans les sous-régions de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Ces ateliers avaient pour but de renforcer les capacités des parties prenantes nationales participant à la gestion durable des terres et à l'élaboration de stratégies intégrées de financement dans les pays asiatiques, afin de parachever l'élaboration et/ou l'exécution de leurs programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification.
19. L'atelier sous-régional consacré à la conception de stratégies intégrées de financement pour l'Asie du Sud qui a eu lieu à Galle (Sri Lanka) du 20 au 24 avril 2009 était organisé par le Ministère de l'environnement. Il a

rassemblé 35 participants venus de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, du Népal, du Pakistan et de Sri Lanka.

20. Le deuxième atelier sous-régional consacré à la conception de stratégies intégrées de financement pour l'Asie du Sud-Est, tenu à Ho Chi Minh-Ville (Viet Nam) du 23 au 26 juin 2009, était organisé par le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Il a rassemblé 35 participants venus du Myanmar, de la Thaïlande et du Viet Nam.
21. Les participants à ces deux ateliers comptaient de hauts fonctionnaires des ministères des finances, de l'environnement, des forêts, de l'agriculture, du plan et de l'occupation des sols; des points de contact de l'UNCCD; des ONG et des représentants d'organisations partenaires.
22. Le Mécanisme mondial a organisé un atelier national de renforcement des capacités et d'échange des savoirs sur la conception de stratégies intégrées de financement pour la gestion durable des terres, du 23 au 27 février 2009 à Siem Reap (Cambodge). Il fournit actuellement un appui technique au Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, en partenariat avec le PNUD, afin d'élaborer le Programme d'action national et la stratégie intégrée de financement pour le Cambodge. Après consultation nationale, leur conception est en cours et ils seront prêts d'ici à décembre 2010.
23. En raison de la situation politique, le processus d'engagement du Mécanisme mondial au Népal a subi des retards. Cependant, le Mécanisme a organisé l'atelier de lancement de l'élaboration de la stratégie intégrée de financement en avril 2010 à Katmandou et il poursuit actuellement ses travaux avec le Ministère de l'environnement en vue d'entreprendre son élaboration à proprement parler.
24. L'atelier de lancement de la stratégie intégrée de financement pour Sri Lanka a eu lieu les 29 et 30 juillet 2010, en liaison avec le secrétariat de l'UNCCD et le PNUD. Environ 60 participants venant des ministères et organismes publics, du monde universitaire et des organisations de la société civile étaient présents. La stratégie devrait être prête d'ici le troisième trimestre de 2011.

C. Contributions volontaires

25. Outre les dons du FIDA, le Mécanisme mondial reçoit des contributions volontaires d'institutions multilatérales et de sources bilatérales. Environ 75% de ses opérations, avec une fluctuation de 10% par an, sont financées par des contributions volontaires.
26. La plupart des contributions versées par les organismes donateurs sont destinées à des propositions de programmes d'une durée de deux à trois ans. Certaines contributions sont néanmoins versées à titre de contributions non affectées à un projet particulier pour financer des activités institutionnelles du Mécanisme mondial découlant des décisions de la CdP.
27. Le financement total disponible grâce aux contributions volontaires au Mécanisme mondial durant l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à 7 085 845 USD. Le Mécanisme est en train de négocier avec les donateurs des contributions supplémentaires pour 2011 à hauteur d'environ 6,7 millions d'USD.
28. Il convient de souligner qu'en l'absence de processus de reconstitution des ressources du Mécanisme mondial, des contributions de diverses provenances sont accordées sur demande. Les modalités relatives à ces sources de financement varient considérablement, il est donc difficile d'organiser efficacement les flux financiers et de communiquer des budgets annuels précis établis à partir des contributions volontaires.

IV. Activités opérationnelles du Mécanisme mondial menées en coopération avec le FIDA

29. Le Cadre stratégique du FIDA et son modèle opérationnel ont permis de multiplier les possibilités de coopération entre le Mécanisme mondial et le Fonds. En sa qualité d'institution financière internationale spécialisée, le FIDA entend favoriser l'intégration de son portefeuille dans des programmes de développement rural plus vastes au niveau des pays et accroître la part du cofinancement.
30. En outre, l'évaluation interne réalisée par le Mécanisme mondial et la direction du FIDA à la fin de l'année 2008, qui avait pour objet d'accroître les avantages mutuels et la valeur ajoutée de la coopération d'un point de vue stratégique et opérationnel, recommande que la coopération future au niveau stratégique se concentre sur les nouvelles possibilités offertes, telles que les mécanismes financiers innovants, y compris le financement lié au changement climatique et au carbone, et les partenariats du secteur privé aux niveaux politique et institutionnel, tout en garantissant une participation réciproque aux forums de discussion pertinents.

A. Programme pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

31. Le programme du Mécanisme mondial pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre collabore avec le FIDA moyennant l'échange des informations tant au siège qu'au niveau des pays, en participant à des plateformes relatives à la gestion durable des terres telles que TerrAfrica.
32. En Côte d'Ivoire, le Mécanisme mondial et le FIDA appuient tous les deux les activités relatives à la gestion durable des terres. Après examen du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), diverses options sont examinées afin que le FIDA puisse soutenir des plateformes de consultation régionales sur la gestion durable des terres à Korogho, Bouaké et Bouna.
33. Au Tchad, le Mécanisme mondial a contribué à l'élaboration du COSOP du FIDA en tant que membre de l'équipe de gestion du programme de pays.
34. Au Burkina Faso, le Mécanisme mondial et le FIDA apportent leur appui au programme de partenariat de pays, cofinancé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et ils ont pris part à son atelier de lancement. Les deux institutions adhèrent à la feuille de route en matière de gestion durable des terres dans le cadre de ce programme de partenariat et de TerrAfrica.
35. Au Niger, le Mécanisme mondial s'est associé au cadre de gestion durable des terres de TerrAfrica et a établi un partenariat avec le Programme pilote pour la résilience climatique. Par ailleurs, il a participé à l'examen de la composante FEM de l'Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural.

B. Programme pour l'Afrique du Nord et programme de coopération Sud-Sud

36. Dans le cadre de son programme de coopération Sud-Sud – SolArid – le Mécanisme mondial participe à la mise en œuvre de l'Union pour la Méditerranée et favorise une coopération décentralisée, moyen novateur de financer le développement des communautés locales en zone aride.
37. Étant donné que la Division Proche-Orient et Afrique du Nord du FIDA a manifesté de l'intérêt pour l'Union pour la Méditerranée et les initiatives prises dans le cadre de la coopération française décentralisée, le Mécanisme mondial a organisé des réunions avec la présidence de la République française, dont relèvent la mission française pour l'Union pour la Méditerranée et le Fonds français pour l'environnement mondial, et a pris des dispositions pour une participation conjointe à un atelier sur la coopération décentralisée organisé par l'Agence française de développement.

38. À l'issue de discussions entre le FIDA, le Mécanisme mondial et l'Union pour la Méditerranée, le FIDA et le Mécanisme mondial ont préparé le terrain en vue d'un partenariat avec l'Union. Au nombre des résultats figurent l'identification de synergies éventuelles et de domaines de coopération entre le programme de l'Union pour la Méditerranée et le FIDA, la reconnaissance du Fonds comme partenaire potentiel dans la région et la reconnaissance de la participation du Fonds au processus de développement de l'Union pour la Méditerranée. De plus, la Division Proche-Orient et Afrique du Nord et le Mécanisme mondial ont accepté de nouer des partenariats avec le Ministère français des affaires étrangères et l'Agence française de développement, dans le but de favoriser la coopération décentralisée dans le cadre du développement rural et de la gestion durable des terres en Afrique du Nord.
39. Pour faciliter la formulation d'une approche institutionnelle de la coopération Sud-Sud, la Division Asie et Pacifique (APR) du FIDA a organisé des cycles de consultation internes afin de puiser dans l'expérience et les connaissances collectives du Fonds. Le Mécanisme mondial a pris une part active à ces consultations et partagé les connaissances, les éléments d'information et l'expérience qu'il a accumulés dans le cadre du programme SolArid et du projet scope|acp sur la coopération Sud-Sud entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
40. APR a également participé à la consultation du Mécanisme sur l'élaboration de plateformes régionales pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, en vue d'établir des partenariats et d'échanger des données d'expérience sur le financement de la gestion durable des terres.

C. Programme pour l'Asie et le Pacifique

41. Le programme du Mécanisme mondial pour l'Asie et le Pacifique collabore étroitement avec APR pour intégrer la gestion durable des terres et les considérations liées au changement climatique dans les opérations de certains pays.
42. En République démocratique populaire lao, le Mécanisme mondial a travaillé en étroite collaboration avec le Directeur de la Division et le chargé de programme de pays pour faire en sorte que la stratégie en matière d'agriculture et de ressources naturelles en vue du développement agricole à l'horizon 2020, adoptée par le Ministère de l'agriculture et des forêts, ainsi que le plan directeur et le plan d'investissement connexes soient effectivement intégrés à la gestion durable des terres et aux considérations liées au changement climatique. Le Mécanisme a également mis au point plusieurs idées de projets d'investissement tenant compte du climat pour un total de 82 millions d'USD, afin de combler les lacunes du plan d'investissement.
43. Au Viet Nam, l'équipe du Mécanisme chargée de mettre au point le cadre d'investissement intégré en faveur de la gestion durable des terres dans la province de Ninh Thuan s'est associée à l'équipe d'élaboration de projet du FIDA pour apporter des améliorations au Projet de développement agricole et rural durable pour ce qui est de la gestion durable des terres et de l'adaptation au changement climatique.
44. Le Mécanisme mondial travaille aussi en étroite collaboration avec la Division Proche-Orient et Afrique du Nord du FIDA à la mise en œuvre d'un projet financé par un don de 200 000 USD, en vue d'appuyer les efforts déployés par le Liban et la Jordanie pour appliquer leurs stratégies intégrées de financement. Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités des communautés en matière de planification et de mise en œuvre de la gestion durable des terres. Il coopérera avec des communautés locales pilotes dans les deux pays en vue de mettre au point des plans de développement local, en suivant une approche participative, de manière à compléter des projets du Fonds tels que le Projet de développement durable de

l'agriculture dans les zones collinaires au Liban et le Projet de gestion des ressources agricoles en Jordanie.

45. L'un des grands traits de ce projet réside dans la transposition de l'approche de la stratégie intégrée de financement au niveau local, en vue d'améliorer les moyens d'existence des communautés rurales grâce à des pratiques de gestion durable des terres. Le projet reposera sur une démarche double: il promouvra la définition d'un plan d'action local détaillé et évaluera les mécanismes financiers pertinents pour le financer. Cela donnera aux deux communautés libanaise et jordanienne choisies les outils et connaissances dont elles ont besoin pour mener des activités de gestion durable des terres de façon intégrée.

D. Programme de financement en matière de changement climatique

46. Le Mécanisme mondial travaille de concert avec un certain nombre de partenaires (Banque mondiale, Marché commun de l'Afrique orientale et australe, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, Banque asiatique de développement et gouvernements) au profit de l'objectif d'ensemble qui consiste à accroître la capacité nationale des pays en développement à accéder à des investissements et à des flux financiers pour faire face au changement climatique. Au Viet Nam et en République démocratique populaire lao, le Mécanisme contribue aux activités du FIDA à cet égard et entend multiplier les interactions au niveau national, en coopération étroite avec la Division environnement et climat (ECD) du Fonds, sur la base de la nouvelle Stratégie du FIDA concernant le changement climatique qu'a entérinée le Conseil d'administration du FIDA en avril 2010 et du plan d'activités d'ECD et avec les spécialistes du climat et de l'environnement régionaux relevant des services régionaux du FIDA.
47. Dans un contexte de concertation et de coopération internationales, le FIDA et l'Institut international du développement durable ont organisé conjointement une manifestation parallèle sur les terres arides dans le cadre des Journées du développement agricole et rural qui ont été célébrées durant la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP15), en décembre 2009, à laquelle le Mécanisme mondial a participé notamment en faisant un exposé sur les liens entre sols et climat et sur les mécanismes de financement connexes.
48. Le Mécanisme mondial a également été invité à siéger au groupe de référence pour les politiques du FIDA en matière de gestion des ressources environnementales et naturelles et de l'environnement.

E. Programme d'analyse des politiques et des investissements

49. Le Mécanisme mondial est impliqué dans le Partenariat Pauvreté-Environnement (PPE)⁵ depuis sa création en 2002. En 2010, la Division des politiques et du conseil technique du FIDA et le Mécanisme ont organisé une mission conjointe à destination de la réunion du PPE de 2010 au Malawi, compte tenu du nombre de questions pertinentes pour les travaux des deux organisations, notamment: l'économie verte, la prise en compte des aspects écologiques, les politiques et stratégies environnementales ainsi que les préparatifs du Sommet Rio+20.
50. En tant que coorganisateurs de la prochaine réunion du PPE, qui doit se tenir en Autriche en février 2011, le Mécanisme mondial et le FIDA étudient actuellement la possibilité de cofinancer la participation de délégués de pays en développement. Ils ont également offert d'accueillir conjointement l'une des prochaines réunions du PPE à Rome.

⁵ <http://www.povertyenvironment.net/pep/>

51. Le Groupe de la gestion de l'environnement⁶ a pour mandat de mobiliser les capacités collectives de l'ensemble du système des Nations Unies et d'élaborer des réponses cohérentes en matière de gestion aux problèmes qui appellent une approche basée sur l'initiative Unité d'action des Nations Unies. En 2010, le Coordinateur de l'analyse des politiques et des investissements du Mécanisme mondial a travaillé en collaboration étroite avec des collègues de la Division des politiques et du conseil technique pour préparer une contribution de fond au rapport du Groupe "Global Drylands: a UN Response" (Terres arides du monde: une intervention des Nations Unies), ce qui a été l'occasion idéale d'échanger des points de vue et des idées.

F. Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural

52. Le Mécanisme mondial et le FIDA sont tous deux membres de la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, dont l'objectif est de réduire la pauvreté et de promouvoir la croissance économique dans les zones rurales des pays en développement, grâce à une aide accrue et plus efficace en faveur du développement agricole et rural. La plateforme aide les donateurs et les gouvernements des pays partenaires à appliquer les principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005) et la Déclaration de Rome sur l'harmonisation (2003).
53. Les 26 et 27 janvier 2010, l'Assemblée générale annuelle de la Plateforme a été organisée et animée conjointement avec succès par le FIDA et le Mécanisme mondial à Rome. Les deux organismes participent ensemble à plusieurs des groupes de travail et discussions de fond de la Plateforme, y compris sur le changement climatique et l'efficacité de l'aide. En collaboration étroite avec les présidences respectives du conseil et du comité de pilotage de la Plateforme, la seconde étant actuellement tenue par le FIDA, le Mécanisme mondial appuie les efforts déployés pour approfondir le dialogue sur la coordination intersectorielle entre l'aide au commerce et le développement agricole et rural.

V. Appui administratif du FIDA au Mécanisme mondial

A. Bureau du Conseiller juridique

54. Le Bureau du Conseiller juridique du FIDA (LEG) fournit au Mécanisme mondial des avis juridiques sur les questions de fond, y compris les questions relatives aux ressources humaines. La qualité des avis juridiques de LEG a beaucoup amélioré et facilité les opérations du Mécanisme mondial, et ses recommandations professionnelles formulées en temps opportun ont été bien accueillies.

B. Division du Contrôleur et des services financiers

55. La Division du Contrôleur et des services financiers (CFS) du FIDA fournit des services relatifs aux dépenses administratives et opérationnelles du Fonds, tels que le règlement des fournisseurs, la rémunération du personnel, les émoluments des consultants et les frais de voyage. Elle supervise et gère également l'assurance maladie du personnel et les questions relatives à la politique d'indemnisation. En outre, elle appuie efficacement la gestion financière du Mécanisme. L'excellente collaboration entre cette division et le Mécanisme mondial a permis de consolider la situation financière et l'administration budgétaire générale de ce dernier.
56. Le Mécanisme mondial a collaboré avec CFS et LEG à l'établissement d'une plateforme multidonateurs, dont l'objet est de mettre en commun des ressources volontaires diversifiées et d'appliquer le système de gestion axé sur les résultats du Mécanisme mondial dans le cadre de son programme de travail et budget pour l'exercice biennal. La plateforme multidonateurs comprend un système qui permet

⁶ <http://www.unemg.org>

des flux financiers plus prévisibles en établissant une "alliance financière" avec les organismes donateurs et les institutions financières internationales, y compris le FIDA, de façon à améliorer la planification et la budgétisation des contributions volontaires. La plateforme a été mise en place à la suite de la décision prise par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2006 (EB 2006/89/R.56) concernant les procédures régissant le compte des ressources spéciales du Mécanisme mondial pour le financement de l'UNCCD, qui constitue le compte de la plateforme. Les fonds du budget de base accordé par la CdP de l'UNCCD sont versés sur le compte administratif du budget de base (ou compte premier) afin qu'ils puissent être administrés et vérifiés séparément par la CdP.

C. Ressources humaines

57. Durant l'année 2010, la Division des ressources humaines du FIDA a veillé à établir en temps opportun et avec exactitude plus de 150 contrats de consultants et a prêté son appui au personnel du Mécanisme sous contrat à durée déterminée pour les questions ayant trait au recrutement, au détachement, à la rémunération, aux indemnités, à l'évaluation de la performance et à d'autres domaines tels que les modalités de travail atypiques et les prestations sociales.
58. Le FIDA a également fourni des directives au Mécanisme mondial pour veiller au respect de toutes les politiques et procédures établies en matière de ressources humaines, conformément au Manuel de procédures du FIDA relatives aux ressources humaines.
59. L'unité du FIDA chargée du perfectionnement et de la formation du personnel a systématiquement notifié au Mécanisme mondial les formations organisées et a encouragé le personnel à en profiter. Le Mécanisme mondial a entrepris un certain nombre de modules de formation par l'intermédiaire du FIDA.

Vue d'ensemble des contributions volontaires au Mécanisme mondial pour l'exercice biennal 2010-2011

(en dollars des États-Unis)

<i>Donateur:</i>	<i>2010</i>	<i>2011^a</i>	<i>Total</i>
FIDA	1 250 000		1 250 000
Danemark	1 339 390 ^b		1 339 390
Commission européenne	3 299 925 ^c		3 299 925
Finlande	479 680		479 680
Espagne	716 850		716 850
Total	7 085 845		7 085 845

^a Le Mécanisme mondial négocie actuellement avec ses bailleurs de fonds des contributions supplémentaires pour 2011, à hauteur d'environ 6,7 millions d'USD.

^b Accord signé en décembre 2009, intitulé "Intégrer les sols et l'eau dans les investissements liés au changement climatique et les stratégies de financement en Afrique". Contribution non reflétée dans l'exercice biennal 2008-2009.

^c Accord EuropeAid/DCI-ENV/2008/168964/TPS signé en décembre 2009. Contribution non reflétée dans l'exercice biennal 2008-2009.